

ÉLECTION RÉGIONALE
6 DÉCEMBRE 2015

Île-de-France

nos vies d'abord !

ÉGALITÉ ÉCOLOGIE DIGNITÉ CITOYENNETÉ



AVEC VOUS
NOTRE PROJET
POUR VOUS

**PIERRE LAURENT
CLÉMENTINE AUTAIN
& ÉRIC COQUEREL**



@nosviesdabord

www.nosviesdabord.fr

**FRONT
DE GAUCHE**

PCF
Parti communiste français

Parti de
Gauche



Appel pour un rassemblement
citoyen en Région Île-de-France



LE 6 DÉCEMBRE **nos vies d'abord !**

Nous sommes candidats à l'élection régionale pour faire entendre une autre voix que celle de l'argent et des profits.

En votant pour la liste « Nos vies d'abord ! », vous affirmerez que **l'action publique et l'économie doivent être au service de l'humain, de la vie et de la création.** Vous direz que c'est ce choix qui doit orienter les politiques publiques. Parce que tout le reste a échoué.

Les politiques suivies depuis 30 ans nous divisent et affaiblissent la société. Les inégalités grandissantes sont la source des difficultés et des tensions que nous vivons. Notre région est riche ; elle doit faire avancer l'égalité entre les personnes, entre les territoires. Elle doit s'attaquer à la société de consommation et aux causes du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Nous aimons notre région pour sa diversité, sa jeunesse, ses quartiers, son ouverture au monde. Nous serons vos élu-e-s, contre le repli sur soi et le rejet des autres, contre le Front national, sa violence et sa rancœur.

Comme vous, nous sommes en colère. Le gouvernement se réclame de la gauche mais tourne le dos à ses principes. Nous sommes la seule liste à nous opposer à sa politique au nom du refus de l'austérité imposée au pays et aux collectivités territoriales. Ne vous résignez pas, ne vous absteniez pas, votez pour notre liste est le meilleur moyen d'empêcher l'Île-de-France « business » de Valérie Pécresse et la montée de l'extrême droite.

Pour vivre ensemble, pour surmonter les difficultés, nous avons besoin de forces et d'idées neuves. Avec vous et pour vous, nous préparons l'avenir : des transports en commun denses et modernes ; des lycées et des universités de qualité ; un horizon écologiste et solidaire. Nous pouvons mobiliser notre richesse humaine, économique, culturelle pour inventer un autre futur.

Vous savez que nous, élu-e-s du Front de gauche et de notre rassemblement citoyen, nous tenons cette promesse : être de votre côté. Nous avons ce courage, nous aurons cette détermination.

Le 6 décembre, l'Île-de-France doit faire entendre une voix de résistance et d'espérance.

Pierre Laurent, Clémentine Autain & Éric Coquerel



UNE AUTRE VOIE POUR L'ÎLE-DE-FRANCE

Transports bondés, loyers trop chers, chômage, air pollué... Il y a de quoi être exaspéré. Pourtant, il suffirait de choisir l'Humain plutôt que la finance, les services publics plutôt que la privatisation. Plus riche région d'Europe, l'Île-de-France détient des leviers politiques, économiques, humains qui devraient lui permettre d'avoir l'audace d'inverser le cours des choses. Égalité des territoires et respect des personnes et de la planète, citoyenneté... il faut changer.

D'ABORD L'ÉGALITÉ ET LA SOLIDARITÉ

La Région est marquée par d'énormes différences de revenus et de conditions de vie. Ces écarts s'accroissent. C'est une injustice criante. C'est aussi un danger pour notre société et la démocratie. Comment vivre ensemble lorsque la prospérité des uns se construit sur la pauvreté des autres, lorsque des quartiers entiers sont méprisés ? La Région doit être un bouclier social pour protéger celles et ceux qui en ont besoin. Elle doit permettre à tous de se loger décemment et de se déplacer dans de bonnes conditions. Elle doit être le garant de l'accès égal à l'éducation, la santé, la culture...

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉFORME TERRITORIALE

Les temps sont durs pour la démocratie. Partout, on éloigne les citoyens des lieux de décision. La réforme des territoires organise, autour de la Métropole, une puissante recentralisation autoritaire, concentre les pouvoirs, les atouts et les moyens sur quelques territoires. L'alternative, c'est la coopération des collectivités, le développement conjoint des territoires. Contre la machine technocratique, centralisée, qui devrait voir le jour en 2016, nous opposons la démocratie de proximité, l'axe communes-départements-région, la réalisation de projets métropolitains discutés et partagés. Nous organiserons un référendum régional afin que s'expriment les Franciliens et les dizaines de milliers d'agents territoriaux que l'on déplace sans concertation.



NOUS POUVONS !

Notre liste est la seule qui a le courage de résister à l'austérité et d'affirmer que l'argent des banques doit d'abord servir à la vie quotidienne. 584 milliards dorment dans les banques franciliennes. 1 % de cet argent permettrait de financer une autre politique.

UNE RÉGION RÉÉQUILIBRÉE

Nous ne voulons pas de pôles d'excellence qui se développent au prix de zones d'ortoirs, de quartiers relégués et de zones rurales abandonnées. Nous réduirons les distances domicile-travail en favorisant la proximité des emplois, des logements, des activités culturelles dans chaque bassin de vie. Nos trois axes seront : l'équilibre entre Est et Ouest, l'investissement humain dans les quartiers populaires et la préservation des territoires ruraux et de l'agriculture de proximité.

UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La qualité de l'air, la protection de l'environnement, les risques climatiques imposent des mesures urgentes et une action de longue haleine. Cela suppose de s'opposer à de puissants intérêts. Nous pensons que la transition écologique doit être profondément démocratique et conjointe à des transformations économiques et sociales pour plus d'égalité. Nous appliquerons la «règle verte» : les projets d'investissement ou d'aménagement seront évalués au regard de leur impact écologique. Cette évaluation sera soumise au débat citoyen et sera opposable à la pression financière ou celle des lobbys.

DES ÉLU-E-S TOUJOURS À VOS CÔTÉS

Élu-e-s et militant-e-s du Front de gauche, citoyens engagés, syndicalistes, nous ne plions pas au premier vent. Nous connaissons les difficultés du plus grand nombre, l'inquiétude du lendemain. Nous ne découvrons pas le désarroi d'une partie de la jeunesse, ni son envie de trouver sa place et d'avoir un avenir. Nous travaillerons dans l'Assemblée régionale pour faire avancer des projets de solidarité et d'intérêt général. Nous sommes à vos côtés lorsqu'il s'agit d'empêcher la fermeture d'un centre de santé ou de soutenir des salariés en lutte. Signataires de la charte éthique, nous nous engageons au non-cumul des mandats, à la transparence financière, à des comptes-rendus réguliers et à la participation citoyenne.



PHOTO PATRICK NUSSBAUM

LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

- # Mieux répartir les emplois et les logements entre l'Est et l'Ouest de la Région
- # Un plan d'urgence pour les quartiers populaires
- # Une agriculture maraîchère soutenue par des circuits courts de distribution.
- # Le référendum sur la réforme des institutions
- # Le maintien des dotations aux collectivités locales
- # Un budget participatif régional et un Observatoire francilien des engagements
- # La généralisation des fabriques coopératives et des forums citoyens sur les projets et les choix budgétaires

DÉCIDER ENSEMBLE DE NOS VIES

Pour répondre aux besoins de chacun, nous voulons construire avec vous des politiques publiques porteuses de plus de justice, d'égalité, de solidarité entre les individus et les territoires. La mobilisation citoyenne est l'une des clés de la réussite. A côté des élu-e-s et des professionnels, les citoyens contribuent à définir les besoins et les priorités. Cette mobilisation permet de défendre des projets utiles à tous et à résister à ceux qui vont à l'encontre de l'intérêt commun.

DES SERVICES PUBLICS MODERNES ET EFFICACES

Les services publics, c'est l'accès égal de tous aux mêmes droits à l'éducation, la santé, la tranquillité, la justice, la culture... Livrer ces services aux marchés privés pousse au chacun pour soi. C'est l'école, les crèches, l'hôpital au rabais pour les victimes de la loi du marché. Ces inégalités minent les fondements de notre République. Les personnels des collectivités territoriales et de la Région offrent un service public local de qualité que nous défendons et que nous voulons développer. Nous refusons que la dépense publique serve à assurer la rentabilité des affaires privées, comme par exemple les partenariats publics privés.

DONNEZ DE LA FORCE À VOS IDÉES FAITES UN DON

Envoyez vos chèques à l'ordre de Françoise Caro, mandataire financier de Pierre Laurent, 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris. Vos dons donnent droit à une réduction d'impôt, égale à 66% des sommes versées (un don de 20€ donne droit à 13,20€ de réduction).



SE LOGER UN DROIT POUR TOUS

Côté pile : les logements manquent cruellement, les loyers absorbent une part croissante des revenus.

Côté face : l'immobilier est source d'enrichissements énormes ; pour certains, les inégalités et la pénurie sont une aubaine.

Cette situation est le fruit d'une politique qui, depuis des décennies, fait du logement un produit spéculatif. Changeons de logique.



Je reçois à ma permanence des habitants dont le premier souci est le logement et le prix des loyers. C'est pour vous que nous voulons faire du logement la priorité de notre Région en créant plus de logement social, en permettant de plus du logement privé à un prix accessible. Par idéologie, la droite s'oppose au logement social : c'est à vous qu'elle s'oppose ! Il faut désormais punir les villes hors-la-loi qui refusent de construire.

Ian Brossat, élu PCF du 18^e arrondissement, adjoint à la Maire de Paris, chargé du logement et de l'hébergement d'urgence.

DES QUARTIERS VIVANTS, PROCHES DES EMPLOIS

L'organisation de notre région a éloigné les habitations des emplois : le budget transport des familles est faramineux, les temps de transport sont excessifs, les réseaux routiers et ferroviaires saturés. Le coût écologique est insoutenable. Il faut rééquilibrer la Région, redynamiser les bassins de vie.



UN EMPRUNT POUR CONSTRUIRE ET RÉNOVER

Cet emprunt sera assis sur une augmentation de l'impôt sur la fortune.

● Nous réattribuerons aux communes qui construisent du logement social toutes les subventions jusqu'ici accordées à celles qui le refusent.

CONSTRUIRE 100 000 LOGEMENTS PAR AN ET RÉNOVER

Il faut doubler la construction de logements dans toute l'Île-de-France. Les terrains qui appartiennent à l'État et à la Région doivent enfin être utilisés. L'État doit épauler les villes dans la construction des nécessaires équipements publics qui accompagneront ces nouveaux logements : il doit libérer un milliard d'euros chaque année.

Nous mettrons en place un plan d'urgence pour les quartiers populaires.



PHOTO PATRICK NUSSBAUM



LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

La construction de 100 000 logements par an, dont 50 000 logements sociaux

La suppression des subventions régionales aux communes qui ont peu de logements sociaux et refusent d'en construire

L'encadrement des loyers dans toute l'IDF

La transformation de bureaux en logements

La multiplication par 10 de la taxe sur les logements vacants

LUTTER CONTRE LA HAUSSE DES LOYERS

L'encadrement des loyers sera étendu à toute l'Île-de-France. Il faut reconquérir les dizaines de milliers de logements vacants ou utilisés pour des locations touristiques. Les pouvoirs de réquisition et de préemption contre les spéculateurs seront renforcés. Les aides à ceux qui en ont besoin, comme les familles monoparentales, les jeunes, seront renforcées.



SOUTENIR LE LOGEMENT SOCIAL

Le logement social offre des habitations accessibles et de qualité. Il contribue à lutter contre la spéculation et la flambée des loyers. Il aide à rééquilibrer la Région. Pourtant l'État se désengage et édicte des règles qui le défavorisent. Par exemple, les amendes sont symboliques pour les communes qui n'en ont pas et refusent d'en construire. Chaque nouveau projet immobilier devra comporter au moins 30% de logements sociaux. Nous nous opposons à la centralisation des OPH qui conduit à éloigner les locataires de leur office.



DE L'OXYGÈNE POUR NOS TRANSPORTS

Se déplacer est une liberté dont chacun-e doit pouvoir bénéficier. Des transports moins chers, plus confortables et moins polluants sont nos priorités. Il faut donc rénover les lignes existantes et en créer de nouvelles. C'est pourquoi nous nous opposons à la mise en concurrence des territoires et à la privatisation des réseaux. Au contraire, nous nous appuyons sur le service public des transports en commun et ses agents.



Je prends le RER chaque matin. À la gare, le guichet est fermé, des machines remplacent les agents. Dans le train, nous sommes serrés comme des sardines. Un soir, une panne a stoppé le trafic. Une dame, épuisée, pleurait de fatigue et d'inquiétude pour ses enfants. En rentrant, j'entends Valls à la télé : il a décidé d'engloutir deux milliards pour une ligne directe Paris-Roissy, réservée aux passagers du transport aérien. Ainsi les voyageurs « nobles » n'auraient plus à côtoyer les « banlieusards ». Là, je me suis dis trop c'est trop. Et je me suis engagée pour défendre les voyageurs. Croyez bien qu'élue, je continuerai.

Catherine Laussucq,
membre d'une association de voyageurs du RER,
candidate.



DES BUS ET TRAINS À L'HEURE, PLUS FRÉQUENTS ET PLUS SÛRS

Les infrastructures doivent être rénovées d'urgence pour éviter pannes et retards. L'entretien doit être renforcé, le réseau doit être densifié et des lignes prolongées. Nous nous battons pour que le Grand Paris Express ne soit pas réservé à la desserte de quelques pôles privilégiés. 68 gares vont être construites. Les transports doivent servir à tous les territoires.



DES TRANSPORTS PLUS AGRÉABLES ET PLUS SÛRS

Les élus du Front de gauche au Conseil régional ont largement contribué à la tarification sociale pour 700 000 bénéficiaires et le Pass Navigo unique. Allons plus loin, avec le Pass Navigo gratuit pour les jeunes et les chômeurs et le Pass Senior à 35 €. Pour assurer la tranquillité, mettons sur la présence humaine dans les gares, les trains et les bus. Rendons possibles, dans les bus de nuit, les arrêts à la demande entre deux stations.

LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

Le Pass Navigo gratuit pour les jeunes et à 35 € pour les seniors

10 000 embauches pour humaniser les transports

Un plan RER à l'heure : doublement du RER B, achat de 800 nouvelles rames

20% de bus en plus d'ici à 2020 et transition vers les bus non polluants

Prolongement des lignes 1, 4, 10, 11, 12 14, T1, T3, T7 et T8. Création T9 et T10

Les arrêts à la demande pour les bus de nuit et 24h/24 dans les zones rurales

Développement de l'auto-partage, du vélo, des pistes cyclables...

Multiplication par quatre des moyens pour les aménagements cyclables

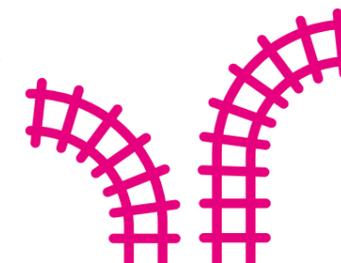


UNE PARTICIPATION PLUS JUSTE DES ENTREPRISES

Nous supprimerons les plafonds du versement transport et nous augmenterons la contribution sur les parkings des grandes entreprises tertiaires et des centres commerciaux.

IL FAUT POUVOIR LAISSER SA VOITURE AU GARAGE

Nous voulons pouvoir nous rendre au travail ou rejoindre une gare à vélo, partager une voiture pour un trajet. Nous rendrons cela possible et plus facile, grâce à des solutions existantes ou à inventer : location de vélo ou de voiture, covoiturage, pistes cyclables, parkings pour vélo, vélos électriques, adaptation des horaires, accueil des vélos dans les trains...



LE RAIL ET LE FLEUVE SONT L'AVENIR DU TRANSPORT DES MARCHANDISES

85 % des échanges de marchandises en IDF se font par camions, sur des axes routiers saturés, contribuant à la pollution de l'air et à la dégradation de la voirie. Il faut réorienter le transport de marchandises et des déchets vers le réseau ferré et les voies fluviales. La Région dispose là d'atouts importants. Or l'État menace les gares de triages et délaisse les voies fluviales. C'est irresponsable. Nous engagerons un plan stratégique pour faire transiter à terme plus de la moitié des marchandises par le rail et le fleuve.



CHANGEONS LE SYSTÈME PAS LE CLIMAT

L'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la planète que nous laisserons à nos enfants sont menacés par nos façons de produire et de consommer. Adapter nos comportements au quotidien, ça compte. Mais ça ne suffira pas. Pour un développement plus économe en ressources et privilégier la qualité de la vie, il faut changer le système. Il faut résorber les déséquilibres de la société et donner la priorité à des choix plus écologiques, plus solidaires, plus citoyens. La « règle verte » imposera que les projets n'aient plus d'impact négatif sur l'environnement.



En Seine-et-Marne, la mobilisation contre des permis d'exploitation du gaz de schiste est forte. Les risques pour la santé et pour l'environnement sont prouvés. La pollution des nappes phréatiques et ses effets cancérigènes ne font pas de doute. Les ravages sur les paysages sont évidents. Nous devons rester très vigilants pour que nos populations n'aient pas à subir des dommages sur leur santé et leur cadre de vie. Élus, associations, citoyens, nous saurons nous mobiliser pour faire céder les gouvernements trop faibles face aux appétits des compagnies pétro-gazières. La Région doit être le lieu fédérateur de ces batailles.

Maud Tallet,
Maire de Champs-sur-Marne,
candidate



ÉCOTAXE SUR LES POIDS LOURDS
La taxe sur le transit des poids lourds en Île-de-France permettra de financer le transfert du transport routier vers le train et le fluvial.

DES LOGEMENTS PLUS ÉCONOMES

Pour de meilleurs logements et moins chers à chauffer, il faut accélérer les programmes d'isolation phonique et thermique du parc régional de logements. Et aussi des lycées, des bâtiments publics... Il faut également aider les propriétaires aux revenus modestes pour leurs travaux de rénovation.

Pour le chauffage, les technologies de récupération de chaleur et les énergies renouvelables – solaire, éolien, bioénergie, géothermie – sont l'avenir. Elles créent des emplois localement et contribuent à notre indépendance énergétique. En Île-de-France la géothermie, qui consiste à bénéficier de la chaleur produite par la terre, est particulièrement adaptée.

OBJECTIF ZÉRO DÉCHET NON RECYCLÉ

Nos déchets doivent être triés, recyclés, réemployés dans le chauffage urbain ou la production de compost par exemple. Mais un bon déchet est un déchet qu'on ne produit pas. De l'obsolescence programmée des produits au suremballage, en passant par le gaspillage alimentaire, les méthodes, certes rentables, qui encouragent la surconsommation ont fait leur temps.

RECONQUÉRIR LA MAÎTRISE DE NOTRE EAU

L'eau est un bien précieux sur lequel pèsent aujourd'hui des intérêts privés puissants. De ce fait, les choix nous échappent et le prix de l'eau, globalement trop élevé, est très différent d'une ville à l'autre. Une reconquête de la gestion de l'eau, publique et citoyenne, est engagée. Elle doit être accentuée. Nous voulons un service public national décentralisé qui permettra aux citoyens de se réapproprier la gestion de l'eau.



LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

- # La rénovation thermique et phonique des bâtiments
- # Le doublement de la production d'énergie renouvelable
- # La participation aux projets de couverture du périphérique et des autoroutes, recréant des espaces verts et un lien Paris-banlieue
- # L'agriculture urbaine et périurbaine
- # La lutte contre la pollution sonore et visuelle (pub et affichage lumineux), vers zéro pub de marques dans les transports
- # Zéro déchet non recyclé



LA NATURE EN VILLE

Nos grands parcs urbains, nos bois, nos champs sont des espaces essentiels de respiration et de biodiversité. Il faut les préserver. Et réintroduire la nature au cœur de la ville. Il faut aussi s'opposer aux projets de spéculation immobilière comme, par exemple, le projet « Central Parc » qui dénature le Parc départemental de La Courneuve ou le projet Europa City et ses pistes de ski !



DES ESPACES AGRÉABLES, MOINS BRUYANTS ET MOINS POLLUÉS

Signes d'un développement qui s'est fait au détriment de la qualité de vie des populations, les grandes voies routières ou ferrées, polluantes et bruyantes constituent des barrières et séparent les territoires. Nous voulons reconquérir ces coupures urbaines, pour réduire les nuisances, recréer des espaces vivants et pour une meilleure ouverture entre les territoires.





CONFIANCE EN LA JEUNESSE

Un quart des jeunes sont au chômage et un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. 1,5 million de stagiaires travaillent quasi gratuitement. En un mot, les jeunes ne sont pas respectés. Partout les jeunes expriment leur volonté d'être écoutés, de réussir, d'exercer leur citoyenneté, développent des réseaux de solidarité. Il est temps de laisser place à la création, à l'imagination, au rêve, à l'épanouissement de chacune et de chacun. Nous, nous prenons le parti de la jeunesse.

AUTONOMIE

Gagner en autonomie permet de se construire comme jeune adulte. C'est acquérir une perception positive de soi et commencer à participer à l'élaboration du monde dans lequel on vit. La Région y contribuera en donnant les moyens de se déplacer, de s'ouvrir aux spectacles, au sport... Un dispositif d'aide à la garantie-caution sera précieuse pour accéder à un logement. Nous voulons également construire 50 000 logements étudiants d'ici à 2020.

Un service public régional de l'autonomie des jeunes nous permettra de créer de nouveaux droits et sera un guichet unique.

Nous voulons que le permis de conduire soit enseigné dans les lycées.



LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

- # Les transports gratuits pour les moins de 18 ans
- # La construction de 50 000 logements sociaux pour les étudiants
- # Deux nouvelles universités en banlieue
- # La généralisation de la tarification sociale à la cantine
- # La rénovation et la construction de nouveaux lycées
- # La gratuité du matériel dans les filières professionnelles
- # Le permis de conduire enseigné dans les lycées
- # Une carte jeune permettant des tarifs réduits pour le sport, la culture et garantissant l'accès aux droits
- # Un dispositif de garantie-caution pour le logement des jeunes
- # Guichet unique d'accès aux droits pour les jeunes de moins de 26 ans

POUR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

82% des Franciliens pensent «qu'il faut maintenir de vraies dépenses publiques, pour des services publics de qualité.»

Sondage ViaVoice - Les préoccupations des Franciliens - septembre 2015.



CITOYENNETÉ

Nous donnerons aux jeunes des capacités d'intervenir sur leur vie. Ainsi, nous généraliserons à tous les lycées les expériences de budgets participatifs, qui donnent aux lycéens les moyens de construire et d'équiper des lieux de vie, des salles de musique... et qui permettent l'engagement dans des projets.

ÉDUCATION : RÉUSSITE POUR TOUS

Nous accélérerons la bataille pour l'égalité entre les établissements et pour la réussite de toutes et tous. Ce qui nécessite de donner la priorité aux élèves des milieux populaires et à leurs établissements. Nous affirmons une ambition égale pour toutes les voies : professionnelle, technologique et générale.

Chaque jeune doit pouvoir construire son avenir. Nous voulons en finir avec les filières de relégation, les orientations « pour filles » et « pour garçons ». Contre le décrochage scolaire, nous agissons par la prévention : micro-lycées, structures de retour à l'école intégrées au service public d'Éducation nationale.

Les élu-e-s du Front de gauche ont beaucoup œuvré pour la gratuité de l'éducation : manuels gratuits, aide à l'équipement en lycée professionnel, zone unique pour la carte imagine R... Nous poursuivrons avec la gratuité du matériel pour tous les lycéens de la voie professionnelle et la gratuité des transports pour les jeunes d'Île-de-France.



Relève la tête ! Voilà le mot d'ordre de cette élection. Par la lutte contre le contrôle au faciès. En affirmant que nous sommes tous légitimes dans l'espace public, quelles que soient notre couleur de peau, notre adresse ou notre religion présumée. Par notre ambition d'un service public d'autonomie des jeunes donnant du sens et de la cohérence entre les différents dispositifs en direction des jeunes. Nous voulons faire de cette élection, l'élection de la dignité !

Jalys Chibout, candidat

UNE RÉGION MOBILISÉE POUR L'EMPLOI

Le chômage ronge la société et les individus. Il provoque la baisse des recettes fiscales et la réduction des services publics. La Région peut contribuer à inverser cette spirale. En répondant davantage aux besoins de la société, elle crée de l'activité économique, investit dans l'avenir. Au lieu de nourrir les licenciements boursiers et la désindustrialisation, elle peut favoriser un développement économique respectueux des personnes et de la planète.

RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA SOCIÉTÉ ET DES POPULATIONS

L'investissement public génère de l'emploi s'il répond aux besoins de la société. Nos propositions conduisent à la création de plus de 200 000 emplois:

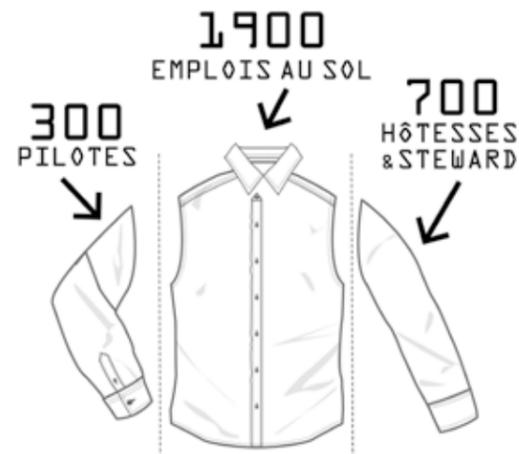
- Construction et rénovation de logements : 170 000 emplois
- Développement des transports en commun : 10 000 emplois/an
- Santé, éducation, culture, petite enfance, troisième âge, présence humaine dans les espaces publics, tranquillité et sûreté : 30 000 emplois
- Présence d'adultes dans les écoles, d'une police de proximité dans les villes, d'agents des services publics pour assurer la tranquillité publique et faire reculer la petite délinquance.

UN FONDS RÉGIONAL POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION

Ce fonds servira à garantir des prêts bancaires finançant des projets porteurs d'emplois ou de formations.

- Création d'un pôle financier public (BPI, Caisse des dépôts et consignations, Banque postale, Banque de France) pour que les emprunts des collectivités puissent s'effectuer en dehors des marchés financiers.

AIRFRANCE À LA DÉCOUPE



SOUTENIR L'ACTIVITÉ ET PROMOUVOIR LES SECTEURS D'AVENIR

- Pour connecter tous les foyers au très haut débit, il ne faut pas compter sur le monopole du privé, pour qui les quartiers populaires, les zones pavillonnaires ou rurales ne sont pas assez rentables. La Région devra utiliser des logiciels libres et rendre les données publiques accessibles.
- Géothermie, valorisation des déchets, recycleries, recherche environnementale... L'économie « verte » est un gisement de 900 000 emplois que la Région favorisera.
- La moitié des terres franciliennes sont des terres agricoles. Il faut sortir de la monoculture céréalière et favoriser une agriculture raisonnée et maraîchère qui produira une alimentation de qualité pour tous, livrée en circuit court. La région généralisera les repas bio dans les cantines des lycées et soutiendra les AMAP.



VERS UNE ÉCONOMIE RESPONSABLE

Nous défendons les artisans, les petites entreprises et l'industrie, responsables socialement et écologiquement, en leur confiant du travail. Le taux de CDI, l'utilisation de procédés moins polluants, l'égalité femmes-hommes, les rapports avec les sous-traitants... seront des critères d'attribution des marchés publics. Les entreprises qui font des bénéfices et qui licencient n'auront plus d'aides. L'Économie Sociale et Solidaire représente un emploi sur dix en Île-de-France. Elle met l'humain au cœur de son projet. La Région favorisera cette économie dynamique et responsable en soutenant notamment les Scoop et en donnant la priorité aux salariés en cas de cession d'entreprise.

LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

Des marchés publics réservés aux entreprises responsables

Le soutien à l'économie sociale et solidaire

Une agriculture vivrière en Île-de-France

Doubler les emplois dans le secteur de l'animation socio-culturel

100 % de foyers et d'entreprises connectés au très haut débit

Les énergies locales et renouvelables.

La présence humaine dans les espaces publics

Un fonds régional pour l'emploi et la formation



Air France, premier employeur privé d'Île-de-France, s'apprête à supprimer 8 000 emplois. Or, un emploi en moins à Air France, c'est cinq emplois perdus dans la Région. Rendez vous compte des conséquences. Nous sommes en colère car nous avons fourni énormément d'efforts : on a laissé nos congés et augmenté notre temps de travail pour sauver notre entreprise. Et voilà où nous en sommes. Je m'engage pour porter la voix des salariés d'Air France et au-delà de tous les salariés sur toutes les décisions qui seront prises au niveau politique.

Julie Morel,
syndicaliste, candidate



DIVERSIFIER, SIMPLIFIER ET ÉLARGIR LE DROIT À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour que les besoins de la société et les aspirations individuelles soient en adéquation, la formation doit s'effectuer tout au long de la vie. Pour lutter contre le chômage, la Région favorisera l'insertion professionnelle et l'acquisition des qualifications. Un guichet unique facilitera l'accès à la formation et attribuera les chèques formation Île-de-France.

ÉGALITÉ N'EST JAMAIS TROP

Les politiques en matière d'égalité, de prévention et de lutte contre les discriminations sont trop souvent minorées. Il nous appartient de les amplifier et de les transformer collectivement.



L'égalité femmes/hommes, c'est un refrain qu'on nous murmure trop souvent pour finalement se contenter de quelques progrès. Alors, il faut maintenant mettre effectivement en marche des mesures concrètes pour changer la vie des femmes. C'est ce combat que je vais porter haut et fort parce que cette inégalité contre 50% de la population est indigne d'une démocratie.

Marie Cervetti,
candidate

POUR L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES, DES MESURES RADICALES

L'égalité entre les sexes doit devenir une réalité. En matière de salaires, de flexibilité, de conditions de travail, les femmes sont les premières victimes de la régression sociale. Les violences faites aux femmes doivent être combattues par des politiques publiques offensives. Nous ferons de l'amélioration des conditions de vie des femmes et de l'égalité hommes/femmes un thème transversal de nos politiques régionales. C'est le gage d'une société meilleure pour toutes et tous !

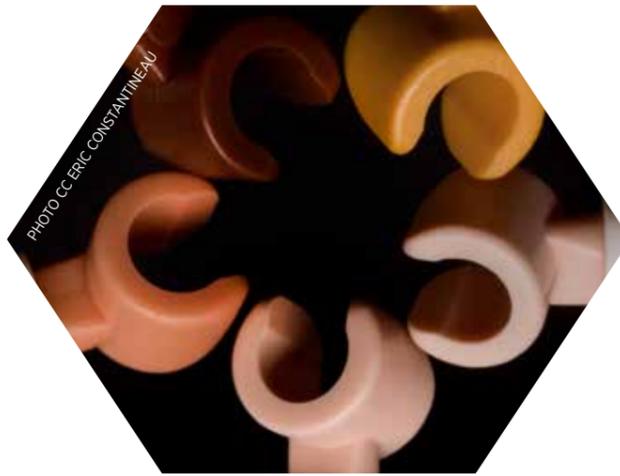


Avec notre liste « Nos vies d'abord ! », nous portons les valeurs de la dignité, d'égalité des droits, nous affirmons que nos quartiers populaires sont des lieux de ressources innovantes, de solidarité, de partage, loin des préjugés que certains répandent. Avec les candidats de « Nos vies d'abord ! » nous nous engageons pour une Région qui lutte contre les discriminations, les inégalités sociales, le racisme. Dès le 6 décembre, faites entendre votre voix !

Aïssa Terchi,
candidat

POUR DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA FISCALITÉ LOCALE

Tout le monde le sait: la fiscalité, dont la fiscalité locale, doit être profondément réformée. Des États généraux associant l'État, les collectivités et les citoyens auraient pour but de redéfinir une fiscalité plus juste et plus efficace, donnant aux régions de véritables moyens d'action.



LE HANDICAP

Le handicap, la limitation d'activité, peut concerner chacun d'entre nous. « Nos vies d'abord ! » c'est la solidarité envers les personnes qui en ont besoin. La Région doit être exemplaire, ses bâtiments doivent être accessibles, ses textes lisibles ou écoutables par tous. Elle travaillera étroitement avec le Conseil consultatif du handicap.

ÉRADIQUER TOUTES LES DISCRIMINATIONS ET TOUS LES RACISMES

Peu à peu, le racisme, formulé ou latent, ronge notre société. Pour beaucoup c'est une réalité, une frustration et une souffrance quotidienne : un refus d'entretien d'embauche, de logement, un regard haineux, un propos malveillant... Encouragé par la droite, prôné par l'extrême droite, un racisme décomplexé alimente les tensions et met en danger notre capacité à vivre dans une société libre et démocratique.

Nous affirmons dans les mots et les actes l'égalité. La diversité des origines, des cultures, des héritages est une richesse et le patrimoine de l'humanité. La Région engagera une campagne contre le racisme, le sexisme, les LGBT-phobies. La lutte contre les discriminations sera une grande cause du mandat régional.

Nous voulons une Région accueillante. Devant le drame des centaines de milliers de réfugiés, ne tergiversons pas avec le devoir d'accueil de personnes, de familles qui fuient la mort.

Une vice-présidence à l'égalité femmes/hommes

L'Observatoire régional des violences faites aux femmes

Un plan régional d'hébergement des femmes victimes de violences sexistes et sexuelles

L'interdiction des images sexistes dans l'espace public

Conditionner l'octroi de marchés publics au respect de critères d'égalité salariale et professionnelle

La défense et le maintien des centres IVG menacés

Mise en place d'un reçu de contrôle d'identité

Création d'un observatoire régional de lutte contre les discriminations et les contrôles abusifs

Une Charte régionale anti-discrimination pour l'accès au logement

Des opérations de « testing » pour combattre les discriminations en matière d'accès au logement

L'accueil des demandeurs d'asile

LE 6 DÉCEMBRE
VOTEZ POUR

La mise en accessibilité des lycées, des gares, des tramways et des bus, des logements

L'introduction du critère de respect de l'obligation d'employer au moins 6 % de travailleurs handicapés pour l'obtention de commandes publiques

L'accès facilité à la culture, au sport, au tourisme.



FAIRE SOCIÉTÉ

L'ART ET LA CULTURE, POUR L'ÉMANCIPATION ET LA CRÉATION

La culture et la création sont des leviers pour construire une société plus juste, plus libre et fraternelle. Nous portons l'ambition d'une démocratie culturelle en acte, justement répartie sur le territoire, et qui s'appuie sur la diversité des approches et des pratiques, l'appropriation sensible, l'échange, le partage. Nous serons attentifs aux cultures et lieux émergents comme à la vitalité associative. Nous donnerons à chacun les moyens d'exprimer son désir de découvrir et d'expérimenter.

LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

- # Doubler le budget régional de la culture
- # Donner de l'élan à la création, la production et la diffusion
- # Soutenir et développer les pratiques et les lieux émergents, la diversité, l'éducation populaire sous toutes ses formes
- # Créer un « Pass Culture » basé sur le quotient familial qui donne accès à toutes les manifestations culturelles publiques de la Région

SPORTS ET LOISIRS POUR TOUS

La pratique sportive fait du bien aux individus et à la société. Le sport porte des valeurs comme le dépassement de soi et le respect de l'autre. Nous voulons que le sport soit accessible à tous et toutes. Cette égalité est une réalité d'autant plus lointaine que le désengagement public laisse le champ libre à des intérêts marchands. Ceux-ci trouvent à s'enrichir de pratiques réservées à ceux qui en ont les moyens.

Nous nous opposons par exemple au non-remplacement des professeurs d'éducation physique et sportive, à la baisse des budgets des collectivités territoriales qui pénalisent les clubs et les d'équipements scolaires ou accessibles à tous.

- # La préservation des 12 bases de plein air et de loisirs : 3 000 hectares pour la compétition comme pour la promenade et le respect de la nature et de la biodiversité

- # Le soutien à l'éducation physique et sportive dans les lycées et aux structures de sport amateur

- # La gratuité de la licence sportive pour les jeunes sur critères sociaux

- # Augmenter et simplifier le soutien aux associations

- # Renforcer le dispositif projets citoyens

- # Pérenniser le travail des associations grâce à des conventions pluriannuelles

- # Doubler le Fonds régional de développement de la vie associative

LA VIE ASSOCIATIVE MENACÉE

Les associations tissent une formidable toile de générosité, d'engagement, pour vivre ensemble, pour tendre la main, pour que ça aille mieux. Elles sont menacées par les réductions de budget imposées par l'État. C'est un séisme antisocial, un énorme plan de licenciements invisible, qui se prépare. Nous défendrons auprès de l'État l'impérieuse nécessité de les préserver.

QUARTIERS POPULAIRES ET FIERS DE L'ÊTRE

Les révoltes des banlieues en 2005 ont mis au grand jour la situation dans les cités populaires et les ravages des inégalités, du racisme et du mépris. Certes, des milliards ont été engagés dans le renouvellement urbain et les transports. Mais la situation s'est terriblement dégradée et le sentiment d'injustice et d'humiliation est à vif.

Dans les quartiers populaires, la moitié des familles vivent sous le seuil de pauvreté, 40 % des jeunes sont au chômage, les contrôles au faciès sont quotidiens. À l'école, les inégalités se sont aggravées.

Pourtant, il y a une capacité à vivre et à inventer. Les associations et les travailleurs sociaux y font un travail formidable. Il faut aider, et aider beaucoup.

Résoudre les difficultés de ces quartiers, c'est leur garantir les droits de tous : logement, emploi, pouvoir d'achat, école, santé, culture...

BANLIEUES : UN SCANDALEUX DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

Le second programme de rénovation urbaine ne reçoit aucun financement de l'État. Ce sont les travailleurs (via le 1% logement) et les locataires (via la Caisse de garantie du logement) qui vont payer. Exigeons ensemble que l'Etat prenne ses responsabilités.

LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

- # Des équipements et des services publics de qualité pour accéder aux mêmes droits que tous : crèches, centres de santé, médiathèques...
- # Un réengagement de la présence humaine : gardiens d'immeuble, facteurs, commerçants, animateurs de rue, acteurs sportifs et culturels
- # Des policiers dédiés au quartier, connus dans le quartier
- # Des commandes publiques incluant des engagements d'embauche et d'insertion de jeunes des quartiers
- # Plus de soutien à l'insertion professionnelle, à la réussite scolaire, aux actions culturelles et sportives...



PHOTO DR

LES SERVICES PUBLICS PRENNENT SOINS

Du berceau au grand âge, la Région doit favoriser les solidarités, réduire les inégalités, aider les personnes fragilisées par la maladie, l'âge, l'exclusion, les maltraitances.

ACCOMPAGNER NOS AINÉ-E-S

La société doit s'adapter au vieillissement de la population. Celui-ci génère des situations de dépendance ou de grande précarité. Le coût des places en EHPAD, la faiblesse des allocations, la solitude, la maladie ou encore l'épuisement des aidants sont des réalités douloureuses auxquelles il faut faire face. La Région doit y contribuer.

Elle favorisera le maintien à domicile de nos anciens qui le souhaitent. Nous développerons la formation de personnels qualifiés. Nous augmenterons les capacités d'accueil dans les EHPAD. La dépendance doit échapper à la sphère marchande. Nous soutiendrons la création de maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer.



Sans école publique, sans hôpital public, sans transports publics : pas d'égalité pour les Franciliens. Sans crèche, sans centre IVG, que devient l'égalité femmes-hommes ? Sans services publics, pas d'entreprises qui s'installent ! Egalité ? Citoyenneté ? Emploi ? Une réponse : les services publics ! Les services publics sont notre bien commun, une alternative concrète à l'austérité. Développons-les !

Michel Jallamion,
R&S, responsable associatif pour la défense et le développement des services publics, candidat



L'ÉTAT DOIT REMBOURSER 1,7 MILLIARD À LA RÉGION

Cette dette provient des compétences que l'État a transférées à la Région sans compensation. S'il le faut, nous attaquerons l'État en justice pour obtenir le remboursement de cette somme.



VOTRE SANTÉ D'ABORD

En matière de santé, les écarts se creusent de nouveau entre les plus riches et les autres. Les conditions de logement, l'alimentation, l'exposition à la pollution altèrent significativement la santé des Franciliens modestes. Simultanément, les systèmes de soin et de prise en charge se dégradent alors que les coûts augmentent. Alors qu'il manque 20 000 personnels hospitaliers dans la Région, le gouvernement multiplie les suppressions de postes dans l'hôpital public. Nous demandons l'abrogation de la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires (HPST). Nous soutenons la lutte des personnels de l'Assistance publique.

Nous agissons pour que la Région contribue à développer la santé publique et à créer un environnement sain en Île-de-France. Nous voulons garantir un droit aux soins de proximité en développant des centres de santé dans chaque bassin de vie. Nous voulons développer la prévention des maladies, notamment professionnelles.

VERS LE DROIT À L'ACCUEIL DES PETITS DE MOINS DE 3 ANS

L'absence de solution de garde des tout-petits rend la vie difficile pour les jeunes parents. C'est la principale raison qui détourne les jeunes mamans de l'emploi, ce qui fragilise leurs perspectives professionnelles et de retraite. Une véritable solution à cette demande créerait des milliers d'emplois. Nous soutenons l'idée d'un service public national de la petite enfance.



LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ POUR

- # Le soutien à la création de places en crèches et haltes-garderies
- # L'ouverture de centres de santé dans tous les bassins de vie afin de résorber les déserts médicaux
- # L'opposition à la fermeture de services, d'établissements hospitaliers, de maternités, de centres IVG...
- # Des assises pour définir ensemble, démocratiquement, par territoire une politique de santé en fonction des besoins
- # Augmenter et améliorer l'accueil des personnes âgées dans les EHPAD
- # Favoriser les dispositifs de maintien à domicile
- # Soutenir la création de maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer
- # Agir pour plus de personnels soignants, de professionnels qualifiés de la santé et d'accompagnement

DÉFENSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

Les Franciliens placent ces deux mesures en tête des priorités : «Assurer pour tous un emploi ou une formation» et «Assurer l'avenir de l'hôpital public, et notamment de l'AP-HP». Sondage ViaVoice - Les préoccupations des Franciliens - septembre 2015.



JEAN-LUC MÉLÉNCHON
Député européen

Je m'engage aux côtés de la liste «Nos vies d'abord!» pour faire des élections régionales un vote de résistance et de libération. Citoyens : ne renoncez pas à votre bulletin de vote. Résistez à la mauvaise pente que prend notre pays, libérez le meilleur de vous qui veut le bien de tous ! Dites avec moi : Assez d'austérité, de haine et d'égoïsme ! Mettons la République, le partage et le respect de notre écosystème aux commandes des régions. Votre bulletin de vote est votre voix. Dites avec nous qu'un autre futur est possible en Île-de-France comme dans le pays.



CHRISTIAN FAVIER
Sénateur,
Président du conseil
départemental
du Val-de-Marne

En 2006, nous avons lancé l'idée d'un métro en rocade, qui relie les banlieues. On l'appelaient métrophérique ! Beaucoup en hauts lieux ironisaient : « Ton métro féérique est une utopie, il n'y aura jamais assez d'argent ». Mais pour les Val-de-Marnais, c'était vital. Alors on n'a pas lâché. Avec les habitants, les acteurs économiques et les élu-e-s du département nous avons construit un projet solide, Orbival, et nous l'avons mis en débat. Aujourd'hui l'utopie est un projet considérable qui se réalise.



BILEL BENHAGOUGA
Dans nos quartiers, on a tous des talents, on a envie de s'exprimer et de se faire entendre.



MARIE-GEORGE BUFFET
Députée,
ancienne Ministre

La liste du Front de gauche conduite par Pierre Laurent, Clémentine Autain et Eric Coquerel, nous permet d'emprunter un chemin pour une alternative à gauche. Elle est indispensable ! Le temps n'est plus à devoir choisir entre différentes facettes du libéralisme. L'heure est de choisir le droit au bonheur. Et c'est ce à quoi une nouvelle gauche peut et doit s'atteler.



DANIELLE SIMONNET
Conseillère de Paris

Les candidat-e-s des listes « Nos vies d'abord ! » sont des militant-e-s résistant-e-s, aux profils variés mais aux convictions partagées : pour répondre aux enjeux écologiques et sociaux il faut rompre avec l'asphyxie budgétaire qu'impose le gouvernement et qui ne profite qu'aux intérêts privés. C'est une démarche nouvelle, citoyenne, pour nous permettre ensemble de reprendre nos destins en main ! Place au peuple !



BENJAMIN MOIGNARD
Enseignant & Chercheur Université
Paris-Est-Créteil, candidat

La Région est un levier pour l'amélioration des conditions de scolarisation et de réussite de tous les élèves, garçons et filles. L'Île-de-France est traversée de profondes inégalités, et les élus doivent agir pour renforcer un service public d'éducation aujourd'hui en difficulté. Il ne faut pas faire à la place de l'école, mais travailler à développer ses ressources et sa capacité à agir, en lien avec les acteurs locaux et les familles.



MARJORIE NOEL
Candidate

Réussir, devenir indépendant-e-s, voir les siens heureux, c'est ce que nous désirons toutes et tous.



TAREK BEN HIBA
Conseiller régional Île-de-France
Front de gauche/Ensemble !

Notre peuple subit trop d'attaques, les extrêmes droites nationalistes et obscurantistes aidées par la droite veulent détruire le vivre-ensemble. Ils veulent réhabiliter les divisions et faire des discriminations leur politique. La Région ne doit pas rester insensible, elle doit aussi combattre ces maux en adoptant des mesures d'urgence comme la création de maisons de la fraternité pour aider les victimes et permettre à toutes et tous de vivre dans le respect et la dignité.



SOPHIE DE LA ROCHEFOUCAUD
Candidate

Nous devons reprendre nos vies en main en nous engageant pour une région plus humaine, plus solidaire, plus écologiste. Les inégalités se creusent, il est plus que temps de réagir et de dire aux citoyens que c'est possible, tous ensemble. Mettons toutes nos énergies en commun pour proposer de vrais changements. Battons-nous au quotidien pour le quotidien de tous.



FRANÇOIS ASENSI
Député

Nous avons besoin d'élus déterminés pour porter l'espoir à gauche. Notre région, l'une des plus riches d'Europe, est aussi celle où les inégalités territoriales et les discriminations sont les plus fortes. L'Île-de-France, nous la voulons solidaire, humaine, et respectueuse de l'égalité des territoires. Les candidats de la liste « Nos vies d'abord ! » défendent les valeurs pour lesquelles je m'investis depuis toujours en Seine-Saint-Denis, comme député et maire de Tremblay-en-France. L'enjeu est donc grand pour notre territoire de voir triompher la solidarité, l'égalité et le progrès social incarnés par la liste Front de gauche. Le 6 décembre, avec « Nos vies d'abord ! », donnons de la force à l'Île-de-France.



AMADOU DEME
Candidat

Les habitants des quartiers populaires sont durement touchés par l'austérité : chômage, précarité... Les gens que nous rencontrons au quotidien ne parlent que de cette angoisse face à la perte d'emploi et de dignité. Pour sécuriser le parcours professionnel et développer l'emploi, toutes les aides aux entreprises doivent être strictement encadrées et soumises à des contreparties en terme d'embauche ou de formation.



AUDREY PRIETO
ancienne championne du monde
de lutte, agent de sécurité
à la RATP, candidate

Je n'étais pas trop intéressée par la politique. Je ne suis pas la seule dans ce cas. Je suis comme beaucoup de citoyens qui sont déçus que la gauche ne soit pas la gauche pour laquelle on a voté. Il y a tellement de choses à changer. J'en avais marre de râler devant ma télé. Alors, je me suis engagée. Je ne suis ni politisée, ni syndiquée, je suis pour l'humain. Si le PC et le FDG partagent ces valeurs, je m'engage à leurs côtés. Mais si je suis déçue, je le dirai aussi. Je l'ai dit à Pierre Laurent.



MAHAMADOU TOUKARA
Candidat

Je voudrais qu'on fasse une grande marche pour l'égalité. Des gens sont en situation très précaire. L'humain, c'est ça qui compte. Si on pense à l'argent, tout est fini.



MÉLISSANDRE MALLEE

Mettons fin au contrôle au faciès pour que les jeunes se réapproprient l'espace public. Affirmons une véritable égalité entre tous les citoyens et citoyennes quel que soit notre lieu de vie.



PIERRE LAURENT

Tête de liste Front de gauche
« Nos vies d'abord ! ».
Enfant de Belleville,
il habite toujours
ce quartier populaire
de Paris. Journaliste,
père de famille. Conseiller
régional depuis 2010.



SALIOU
BA



LUC
SCHAFFAUSER



MARIE
TIPHAGNE



BALLY
BAGAYOKO



DENIS
VEMCLEFS



CAPUCINE
LARZILLIERE



NICOLAS
BONNET



JAKLIN
PAVILLA



DOMINIQUE
DESCHARLES



CLÉMENTINE
AUTAIN
Seine-Saint-Denis



RICHARD
MOYON



MARCEL
TRILLAT



ÉRIC
COQUEREL
Paris



FRANCOIS
COQ



KAMEL
BOUHALOUFA



OUMAR
NDIAYE



SOFIA
BOUTRIH



MARC
BOULKEROUA



TATIANA
SAGATNI



MATHIAS
PEREZ



MALIKA
ZEDIRI



CLEMENT
ORTEGA

LE 6 DÉCEMBRE VOTEZ

nos vies d'abord !

Proramme intégral sur nosviesdabord.fr



@nosviesdabord



FABIEN
GUILLAUD
BATAILLE
Val-de-Marne



PHILIPPE RIO
Essonne



HELENE
CILLIÈRES



JEAN-PHILIPPE
GAUTRAIS



RAQUEL
GARRIDO
Hauts-de-Seine



JEAN-FRANÇOIS
PELLISSIER
Seine-et-Marne



MOHAMED
FARID



GILDAS
JOHNSON



MEHDI
TEDJANI



MYRIAM
ALOUGHI



JULIE MOREL
Val-d'Oise



COLETTE
GERGEN
Yvelines



VANESSA
GHIATI



MARINE
ROUSILLON

225 candidatEs
qui ont signé la Charte
éthique et démocratique
et qui s'engagent contre
le cumul des mandats, pour
la transparence financière
et la participation
citoyenne.